

L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

LES LEÇONS TIRÉES DU CLIMAGATE

La science reste victime d'un tri sélectif orienté

PAGE 21

JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE



OPTIONS STRATÉGIQUES RÉAFFIRMÉES

Genolier reste un consolidateur

PAGE 7

LE HIGH-TECH ROMAND EST EN MISSION

Douze entreprises à São Paulo

PAGE 6

APRÈS L'EXPÉRIENCE POSITIVE DE ZÜRICH

Un lounge Swissquote à Berne

PAGE 4

FORUM ÉCONOMIQUE RHODANIEN

Les eaux du Rhône en examen

PAGE 6

TVA DANS LA CONSTRUCTION

L'esprit de la loi malmené

PAGE 8

PRÉVISIONS MONÉTAIRES SUISSES

UBS ajuste son calendrier

PAGE 4

DÉSÉQUILIBRES SUR LES COURS DU PÉTROLE

Le marché ignore la surcapacité

PAGE 12

QUANTITATIVE EASING AMÉRICAIN

Bernanke clairement favorable

PAGE 22

Le salut par l'épargne-santé



ALPHONSE CRESPO. L'animateur du réseau libéral des médecins suisses veut importer un outil éprouvé aux Etats-Unis pour sortir l'assurance-maladie de l'ornière.

Le système suisse de santé apparaît plus que jamais déconnecté des réalités financières et du marché. Les failles sont connues: un patient déresponsabilisé, qui ne paie que la portion congrue des services qu'il consomme. Une pseudo-concurrence entre assureurs regroupés en cartel. Des coûts camouflés par le subventionnement. Pour sortir l'assurance-maladie de l'ornière, des représentants de la corporation médicale réclament désormais, par le biais d'une initiative populaire, la séparation complète entre l'assurance-maladie sociale obligatoire et les assurances complémentaires. Aux tenants d'un renforcement du caractère social de l'assurance de base, le fondateur du réseau Médecine et Liberté à Vevey, Alphonse Crespo, oppose le raisonnement inverse: «L'assurance-maladie doit retrouver sa mission originale: couvrir le risque, à savoir les occurrences graves, imprévisibles et rien d'autre.» Pour atteindre cet objectif, le directeur de MedLib.CH relance l'idée du compte épargne-santé, un outil éprouvé aux Etats-Unis et à Singapour. Le concept: les maladies très coûteuses restent couvertes par l'assurance. Pour le reste, chacun se crée sa cagnotte pour les dépenses de santé futures. Aux Chambres fédérales, le conseiller national UDC Dominique Baettig, psychiatre à Delémont, est séduit. Il réclame une modification de la LAMal dans ce sens par voie de motion. **PAGE 9**

Spéculations et scénarios sur les directeurs de marque

SWATCH GROUP. La direction ne fait pas de commentaires sur l'organigramme. C'est le marché qui s'en charge.

STÉPHANE GACHET

Trois mois après la disparition de Nicolas Hayek, celles et ceux qui s'attendaient à des changements immédiats et spectaculaires à la tête des différentes marques du groupe Swatch en sont pour leurs frais. Inutile d'interroger la direction générale, il est normal qu'elle ne fasse aucun commentaire à ce sujet. Il est normal également que le thème du renouvellement des

managements soit toujours dans l'air de manière assez insistante. Le marché spéculé, construit ses hypothèses et scénarios. Le saut générationnel est en fait attendu depuis longtemps. Il ne faut certainement pas s'attendre à des ajustements majeurs et précipités, que rien ne justifie dans l'immédiat. L'échéance semble pourtant s'inscrire assez naturellement dans un horizon de un à trois ans. Dans l'intervalle, le groupe traverse une

période de métissage des générations inédit. D'un côté les nouveaux dirigeants, phénomène illustré par la montée en puissance de Marc Hayek. De l'autre les présidents de la première heure. Trois marques en particulier sont évoquées: Tissot, Longines et Omega. Trois piliers de l'ensemble. Trois options importantes pour Nick Hayek et sa sœur Nayla, aujourd'hui à la présidence. Les trois directeurs actuels, tous dans la

soixantaine, passaient pour très proches du patriarche. Mais ce n'est certainement pas la seule raison de leur maintien aussi longtemps. Leur image reste très particulière, presque mythique dans un milieu attaché aux compétences de terrain. En tout état de cause, les doutes sont faibles à ce stade sur la capacité du leader mondial de l'horlogerie à assumer une période de transition aussi importante. **PAGE 5**

GÉRANTS INDÉPENDANTS

Succès salué sur l'imposition à la valaisanne

Le nouveau système prend dorénavant en compte un pourcentage des bénéficiaires et des revenus des sociétés de gestion qui vient s'ajouter à un salaire de référence.

Un terrain d'entente a été trouvé avec l'administration fiscale genevoise concernant l'imposition à la valaisanne, un dossier à l'origine de contentieux sur la place financière depuis 2007. Au lieu de fixer à 240.000 francs le salaire au-delà duquel la rémunération d'un indépendant est jugée excessive et imposée en tant que bénéficiaire, le fisc genevois a ins-

tauré une nouvelle méthode de calcul de ce seuil. Sont dorénavant pris en compte un intérêt sur le chiffre d'affaires et sur le bénéfice, qui viennent s'ajouter à un salaire de base qui peut être calculé de manière transparente sur le site de l'OGMT, l'observatoire genevois du marché du travail. Le salaire jugé «non excessif» par l'administration fiscale s'en trouve considérablement relevé dans certains cas. La nouvelle formule, bien accueillie par une majorité (malgré un restant de désaccords), reflète également mieux les résultats de l'entreprise, souligne l'ASG, qui menait des négociations avec l'administration depuis le printemps 2007. **PAGE 4**

LECLANCHÉ PART EN CAMPAGNE

Le road show d'un industriel reconverti

Trop souvent absent des radars de la communauté financière ces dernières années, Leclanché retrouve de la visibilité depuis peu. Londres, Zurich, Francfort, Genève. Le management de l'industriel d'Yverdon-les-Bains court les places financières depuis une dizaine de jours. Avec un objectif bien précis: convaincre des investisseurs de souscrire à l'augmentation de capital annoncée le mois dernier. Les quatre-vingt millions de francs attendus serviront essentiellement à financer l'acquisition de nouvelles machines et l'installation d'une nouvelle ligne de production. L'autre partie des fonds sera elle allouée à l'organisation préparatoire de



ULRICH EHMES. L'argumentaire du nouveau CEO est plutôt bien rodé.

l'opérationnel. «Il est important de souligner que ces capitaux ne seront pas affectés au R&D. Nous sommes technologiquement et commercialement prêts pour la prochaine étape», précise dans un français parfait le nouveau CEO allemand Ulrich Ehmes. **SUITE PAGE 5**

ÉDITORIAL FRANÇOIS SCHALLER

La faiblesse de l'argent et des lobbies

Se plaindre de la toute-puissance de l'argent et des lobbies fait partie des mentalités et du fonctionnement normal d'une société civile en régime parlementaire. Il est de notoriété publique que les partis gouvernementaux sont abondamment financés par les entreprises, que le grand capital a d'immenses moyens pour infléchir les décisions au plus haut niveau, etc. Le démontrer preuves à l'appui est toujours un peu difficile, puisque les choses se font dans le plus grand secret. Mais il suffit qu'elles se soient produites une fois pour que la règle soit établie. Si ces évidences avaient ne serait-ce qu'une petite partie de réalité, l'importance de l'économie dans un pays comme la Suisse ne devrait guère laisser de place à la gauche et aux divers adversaires du «système». Le moins que l'on puisse dire, c'est que le recul donne une impression assez différente. Soit que l'argent a beaucoup moins de pouvoir que l'on

croit, soit que ses utilisateurs-manipulateurs sont de parfaits incompetents. Le premier parti de l'économie sur le plan historique, les radicaux, qui avaient commencé par occuper les sept sièges du Conseil fédéral, ne cessent de perdre du terrain depuis un siècle. Dans des pays ne fonctionnant pas à la proportionnelle, ils n'auraient plus aujourd'hui qu'un rôle très marginal. Le Parti populaire (UDC), censé être inondé de fonds venant de l'économie (du milliardaire Christoph Blocher en particulier), excelle dans l'art de lancer des initiatives et des référendums. Il est pourtant assez rare qu'ils l'emportent (une fois sur cinq environ). Les coûteuses et redoutées campagnes de propagande ont une force de conviction apparemment très médiocre. Pour ce qui est de l'influence des riches lobbies sur la politique fédérale, il suffit de consulter les dépenses publiques sur vingt ans pour constater qu'elle doit être à peu près nulle. Alors que l'économie ne

cesse de vouloir réduire les dépenses, elles ont augmenté de 85% à quelque 60 milliards de francs. Les dépenses sociales, dont la croissance est le plus souvent combattue par les organisations économiques, ont augmenté de 250% à près de 20 milliards (sans parler des cantons et des communes). La protection de l'environnement de plus de 80%. Le fameux lobby routier (importateurs de voitures en particulier) doit se contenter d'une augmentation de moins de 20% des investissements (beaucoup moins que le rail). Le Département de l'économie lui-même reflète la faible influence de l'industrie et des services sur la fonction publique: c'est le seul dont le budget a rétréci (de près de -15%). Avec la Défense, qui devrait renvoyer selon des automatismes de la pensée à un éternel et mystérieux lobby de l'armement. S'il existe vraiment, ses moyens doivent être minuscules: le budget militaire a carrément fondu de 25%. ■



9 771421 948004 10042